

LA PALABRE

La référence de l'actualité Franco-Africaine

Gratuit d'information - 1ere année - N° 001 - Décembre 2013 - 8 Pages

" Gloire aux pays où l'on parle, honte aux pays où l'on se tait " Georges Clémenceau

La France est toujours le gendarme de l'Afrique...



FRANÇOIS FILLON ET SA STRATÉGIE AFRICAINE

Page 3

LES ANTI-MANDELA :

Sassou NGuesso, Blaise Compaoré et Idriss Deby

Dieu merci, Nelson Mandela était né Noir en Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid !
Merci Dieu, Tu ne l'avais pas fait naître Congolais, Burkinabé ou Tchadien... !
Si Nelson Mandela avait été Congolais, Burkinabé ou Tchadien, les dictateurs Denis Sassou NGuesso, Blaise Compaoré ou Idriss Deby l'auraient assassiné !

Au Congo de Denis Sassou-NGuesso, la vertu est un péril. L'intelligence est suspecte

car elle évolue bien au-dessus de son monde obscur totalement tourné vers les ténèbres. Il jalouse plus que tout le charme et le charisme chez autrui et celui qui, naturellement les affiche, signe automatiquement son arrêt de mort.

L'intégrité, il ne la souffre pas. Quant au juste, il est par nature son ennemi et le courageux est un adversaire dont il finira, très perfidement, par avoir raison.

Suite à la Page 8

SIDA AU MAGHREB

LE TABOU DU SEXE N'EMPÊCHE PAS LA PROGRESSION DE LA MALADIE

De l'Algérie au Maroc en passant par la Tunisie, les statistiques officielles et disponibles des différentes autorités sanitaires sont identiques. Chaque jour, au moins 3 à 5 personnes sont contaminées par le virus du Sida. Le nombre de sidéens et de séropositifs augmenterait en moyenne de 1200 cas chaque année. La frange de la population la plus touchée en Afrique du Nord n'est plus celle des travailleurs du sexe, mais bien celle des 25-39 ans.

"La transmission du virus VIH est endogène",

relève pour sa part le ministère algérien de la santé. C'est la même tonalité au Maroc, a indiqué la présidente de l'Organisation Panafricaine de Lutte contre le Sida (OPALS), le Dr Nadia Bezzad.

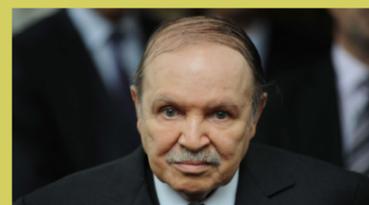
Des moyens de prévention des « centres de dépistage anonyme et de traitement » de plus en plus efficaces sont à la disposition du public. Mais qu'est ce qui explique l'augmentation substantielle du sida dans les pays du Maghreb ?

Suite à la page 7

SATANISME ET POUVOIR POLITIQUE EN AFRIQUE

Au lendemain des indépendances administratives des territoires africains dans les années 1960, une vague de dirigeants en culotte furent imposés à ces nouveaux états par les pays qui choisissent les Guides en Afrique. Une fois en place, ces autorités considèrent que l'onction occidentale n'était pas suffisante pour la

Suite à la Page 4



ALGÉRIE BOUTEFLIKA EST-IL TOUJOURS AUX COMMANDES ?

Page 5

LE PRÉSIDENT MALIEN IBK SQUATTE L'AVION DU ROI MAROCAIN MOHAMMED IV

Pour assister au sommet France-Afrique sur la paix et la sécurité qui s'est tenu du 6 au 7 décembre 2013 à l'Elysée (Paris), et pour la suite de son périple européen qui l'a conduit en Belgique et en Allemagne, le président malien Ibrahim Boubakar Keita (IBK) s'est vu prêter un avion par le Roi marocain Mohammed VI.

Suite à la Page 4

L'ÉDITORIAL

La France et l'Afrique ont une histoire commune plus que centenaire. Mais l'Afrique est à la fois si proche et si loin pour l'opinion publique française. L'Afrique fascine, mais inquiète aussi. Tout le monde croit la connaître car l'actualité africaine abonde dans les différents supports de la presse : catastrophes naturelles et humanitaires, guerres civiles, drames de l'immigration aux portes de l'Europe, misère endémique et sous-développement chronique... Mais l'actualité africaine se résume-t-elle seulement à ces tragédies ?

Existe-t-il une autre actualité, du Maghreb à Johannesburg, en passant par le sud du Sahara ? Les dictatures sont-elles la norme en Afrique, ou, connaît-on des démocraties pérennes ? Y a-t-il à côté des pays économiquement pauvres, des pays réellement émergents ? Le Journal La Palabre qui signifie « discussion interminable » a pour modeste ambition d'informer gratuitement l'opinion publique française, en lui apportant directement l'information africaine sur toutes ses facettes, afin que nous palabrons ensemble !

Fabrice MPOLO

LE LIVRE DU MOIS

Franck CANA

OPÉRATION
RESTORE HOPE

Roman

La Bruyère

LA PALABRE

Edition Mingwa Communication
La Palabre

21 Rue Fécamp 75012 Paris

contact@lespalabres.com

N° Siren: 798400388

Dépôt légal en cours

Directeur de Publication:

Mingwa Biango

mingwa_biango@lespalabres.com

Publicité commerciale:

0665787544

publicite@lespalabres.com

Imprimer en Union Européenne

La France est toujours le gendarme de l'Afrique...



la Centrafrique n'échappe pas à cette fatalité.

Les tenants du choc des civilisations "chrétienne et musulmane" essaient de nous vendre le conflit centrafricain comme une guerre confessionnelle. C'est un mensonge. C'est malheureusement une guerre ethnique classique. Personne n'y fait la guerre, ni pour la Bible, ni pour le Coran.

" l'opération Sangaris a probablement évité un génocide au cœur de l'Afrique "

Annonçant le 5 décembre 2013 l'opération Sangaris, du nom de l'intervention française en Centrafrique, M. François Hollande déclarait " *La France n'a pas d'autre objectif que de sauver des vies humaines... C'est son devoir, devoir d'assistance et de solidarité à l'égard d'un petit pays, la Centrafrique* ". Mais bien que salutaire car ayant probablement empêché un génocide au cœur de l'Afrique, qui aurait eu pour conséquence la déstabilisation de toute la bande sahéenne à la région des grands lacs déjà en souffrance, il n'en reste pas moins vrai que la France a des intérêts géostratégiques et économiques considérables en Afrique Centrale. Les interventions militaires étrangères, dans les nombreux conflits armés en Afrique, n'apporteront aucune solution pérenne, car elles ne prennent pas en compte les spécificités locales et les causes endogènes de ces pays. La démocratisation de ces pays, avec des interlocuteurs responsables, devra obligatoirement et définitivement écarter les militaires qui s'étaient proclamés « dirigeants ».

La mise hors jeu de ces derniers, et des systèmes pervers qu'ils avaient instaurés, contribuera largement au véritable développement du continent, à la pacification des rapports interethniques et à la fin de bon nombre de conflits. A défaut, la France sera toujours le gendarme de l'Afrique !

Mingwa Biango

mingwa_biango@lespalabres.com

La légalité internationale sous l'étendard Onusien n'est pas synonyme de légitimité absolue. Elle est même parfois contestable, et/ou condamnable. Par la résolution 2123 du 5 décembre 2013, le Conseil de sécurité des Nations Unies autorisait le déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA), avec l'appui des forces françaises.

Pour prévenir tout soupçon impérialiste et néocolonial, le président français François Hollande réaffirma dans une interview accordée le 8 décembre à France 24, RFI et TV5 à l'issue du Sommet de la paix et de la sécurité de l'Élysée, que la France s'en tiendrait à la lettre de ce mandat de l'ONU, comme elle l'a fait six mois plus tôt au Mali, dans le cadre de l'opération Serval, et d'ajouter, " *la France ne viendra pas au secours de régimes aux abois* ".

" l'irresponsabilité des présidents africains et des belligérants ont engendré l'intervention de la France "

L'irruption de la barbarie en Centrafrique ne date pas d'aujourd'hui, en témoigne la détention dans les geôles de la Cour Pénale Internationale depuis mai 2008, de Jean-Pierre Bemba, ancien vice-président de la République Démocratique du Congo (RDC), accusé de crimes contre l'humanité en Centrafrique.

Depuis plusieurs années déjà, des initiatives pour la résolution de ce conflit et du maintien de la paix, ont été prises dans le cadre de l'organisation sous-régionale par la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

Les principaux médiateurs dans ce conflit, le tchadien Idriss Déby et le congolais Denis Sassou Nguesso sont eux-mêmes d'anciens putschistes, et n'ont aucune crédibilité aux yeux des rebelles. Ils ont surtout des intérêts divergents en Centrafrique.

Pour l'homme fort de Ndjamena, la principale préoccupation est la sécurisation de sa frontière avec la Centrafrique, car il a longtemps lutté contre des rebelles qui avaient pour base arrière la Centrafrique. En revanche, Sassou Nguesso ambitionne de faire de ce pays en déliquescence, le prolongement de sa zone d'influence et de son business. Il aurait investi dans les principales unités de production de la capitale Bangui, et le Congo-Brazzaville est devenu la plaque tournante d'exportation illégale des diamants de la Centrafrique, comme ça l'a été il y a quelques années avec les diamants de la RD Congo.

Lorsque vous rajoutez à ce cocktail détonnant des belligérants peu fiables et assoiffés de pouvoir, il ne pouvait qu'advenir le chaos et la barbarie que nous découvrons sur nos écrans de télévision.

" C'est une guerre ethnique, et non un conflit entre chrétiens et musulmans "

Les guerres civiles à travers l'Afrique sont d'abord des conflits pour l'accaparement et le contrôle des richesses par des hommes politiques qui finissent par instrumentaliser leurs communautés, et aboutissent malheureusement à des guerres civiles. C'est le cas actuellement dans le nouvel État du Soudan du sud, et

Actualités

FRANÇOIS FILLON ET SA STRATÉGIE AFRICAINE



Dans l'optique de sa présidentialisation, de la complexité des dossiers africains et du CoDéveloppement, François Fillon, ancien Premier ministre français et candidat déclaré à l'Elysée en 2017, a effectué une mini-tournée africaine du 28 au 30 novembre 2013, qui l'a conduit au Sénégal d'abord et ensuite en Côte d'Ivoire.

En juillet 2013, les voyages de Rachida Dati et de Jean-François Copé à Brazzaville au pays du dictateur congolais Denis Sassou Nguesso, coïncidant avec le « Sarkothon », avait défrayé la chronique, et relancé le débat sur la France-à-fric et ses malettes.

Contrairement à ses collègues de l'UMP qui n'inscrivent pas leur voyage africain à leur agenda officiel, déclenchant ainsi toutes les spéculations, celui de François Fillon ne laissait aucune équivoque.

Invité par les autorités sénégalaises, la visite de Fillon fut digne de celle d'un homme d'Etat. Lors de ce déplacement, M. Fillon a rencontré le Président de la République M. Macky Sall, le Premier ministre Mme Aminata Touré et le ministre des Affaires étrangères M. Mankeur Ndiaye. Il a également eu un entretien avec M. Moustapha Niasse, président de l'Assemblée nationale. Le séjour sénégalais de l'ancien Premier ministre s'est achevée le 30 novembre par une réception en son honneur avec la communauté française, à la résidence de France, où il a prononcé son discours de Dakar.

« La France est un pays en faillite » avait déclaré François Fillon dès son arrivée à

Matignon en 2007. Ce discours de vérité avait surpris plus d'un observateur. Son allocution dakaraise n'a pas dérogé à cette règle, et en voici quelques extraits :

" L'horreur de la traite négrière doit nous porter, nous Occidentaux, à une profonde modestie, mais aussi à la vigilance car les braises du racisme peuvent toujours se rallumer "... " Le temps où l'occident prétendait dominer et éclairer le monde est terminé depuis longtemps. Personne n'a de leçons à donner à l'autre. ..." Pour installer durablement la paix, l'Europe a mis en commun "le charbon et l'acier". La France doit encourager les pays d'Afrique à créer une Communauté Africaine des Gisements Miniers et des Ressources Naturelles. "... Sur les grands chantiers, les prix chinois sont bien inférieurs aux nôtres mais génèrent peu d'emplois car

la Chine importe souvent ses travailleurs.

" Il faut donc trouver ensemble de nouvelles façons de travailler en Afrique en poussant nos atouts : une langue commune, de la formation pour les Africains, de l'emploi sur place, une transparence dans les affaires, un processus durable de CoDéveloppement."

Selon l'entourage de François Fillon, le candidat à l'élection présidentielle de 2017 travaille sur un projet ambitieux portant sur la refondation des relations entre la France et l'Afrique. Son équipe rappelle qu'il ne compte pas seulement rencontrer les acteurs politiques et économiques africains, mais aussi les associations de la diaspora africaine et de la société civile installées en France, car pense-t-il, elles sont de véritables laboratoires d'idées, et des ambassadrices potentielles pour la France et l'Afrique.

Mingwa Biango

mingwa_biango@lespalabres.com

DIFFUSER VOTRE PUBLICITÉ À 50.000 EXEMPLAIRES DANS LA PALABRE

PUBLICITÉ COMMERCIALE: 0665787544 ou publicite@lespalabres.com

Rapport « Afrique France : un partenariat pour l'avenir » remis par Hubert Védrine

La conférence de Bercy « Pour un nouveau modèle de partenariat économique entre l'Afrique et la France » s'est tenue le 4 décembre 2013 à l'initiative du ministère de l'économie et des finances en partenariat avec le MEDEF International dans le cadre des manifestations du Sommet de l'Elysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique. C'est à cette occasion qu'a été remis le rapport « Un partenariat pour l'avenir ». Le document présente 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France.

Le rapport « Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France » a été rédigé, à la demande de Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, par cinq personnalités françaises et franco-africaines du monde politique et économique : Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères, Hakim El Karoui, Jean-Michel Severino, Tidjane Thiam, Lionel Zinsou.

Créer une nouvelle dynamique économique Afrique-France
Quinze propositions

1. Poursuivre et amplifier les mesures révisant la politique française de visas économiques afin de faciliter la circulation des acteurs économiques entre la France et l'Afrique ;
2. Relancer la formation du capital humain, la coopération universitaire et de recherche, les échanges intellectuels et les orienter vers le développement ;
3. Soutenir le financement des infrastructures en Afrique ;
4. Réduire le coût de mobilisation des capitaux privés et des primes de risques appliquées à l'Afrique ;
5. Contribuer au renforcement des capacités de financement de l'économie africaine ;
6. Augmenter les capacités d'intervention de l'union européenne en faveur de l'Afrique ;
7. Susciter des alliances industrielles franco-africaines dans des secteurs clés pour les économies française et africaine : agriculture, énergie, transport,

- développement urbain, biens de grande consommation, numérique, industries culturelles, santé, tourisme et sécurité ;
8. Promouvoir l'économie responsable et l'engagement sociétal des entreprises ;
9. Accompagner l'intégration régionale de l'Afrique ;
10. Renforcer l'influence de la France en Afrique ;
11. Réinvestir au plus vite la présence économique extérieure française en Afrique subsaharienne ;
12. Intensifier le dialogue économique entre l'Afrique et la France ;
13. Favoriser l'investissement des entreprises françaises en Afrique ;
14. Faire de la France un espace d'accueil favorable aux investissements financiers, industriels, commerciaux et culturels africains ;
15. Créer une fondation publique-privée franco-africaine qui sera le catalyseur du renouveau de la relation économique entre la France et l'Afrique.

Source: Ministère de l'économie et des finances

www.lespalabres.com



Le Sommet de l'Elysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique s'est tenu à Paris les 6 et 7 décembre 2013.

Les travaux de ce Sommet ont porté sur la paix et la sécurité en Afrique, le partenariat économique et le développement, le changement climatique.

53 délégations de pays africains et la France ont participé à ce Sommet ainsi que les représentants des Nations Unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement.

La principale annonce du sommet a été faite par le Président Hollande qui a promis que la France était disposée à former 20.000 soldats africains par an dans le cadre de la virtuelle Force de Réaction Rapide Africaine.

Comprenez qui pourra !

Actualités

YOUSSEU NDOUR SERA-T-IL LE 4e OPÉRATEUR DE TELEPHONIE MOBILE AU SENEGAL ?



D'origine modeste, le talentueux chanteur sénégalais devint rapidement une star de la musique africaine et mondiale. Quel n'a donc pas été l'étonnement de l'opinion publique internationale, lorsqu'au début du mois de février 2012, elle découvrit un artiste engagé, manifestant sur des barricades à Dakar contre la dérive autoritaire et monarchique du Président Abdoulaye Wade !

Quelques semaines plus tard, le 25 mars 2012, Macky Sall candidat de la coalition Benno Bokk Yakkar (Unis pour le même espoir, en wolof) dont fait partie Youssou Ndiour, remportait l'élection présidentielle contre Abdoulaye Wade.

Le tourisme étant le poumon économique du Sénégal, Youssou Ndiour fut nommé le 24 avril 2012 au prestigieux ministère du tourisme et de la culture, jusqu'au remaniement gouvernemental du 1er septembre 2013.

Cette expérience ministérielle ne fut pas de tout repos car une partie des intellectuels sénégalais ayant instruit contre le célèbre chanteur un procès en sorcellerie, raillant son manque de diplôme universitaire !

Mais ce que l'on sait moins, c'est que la success-story du roi du Mbalax ne s'arrête pas qu'à la musique. En parallèle de sa brillante carrière artistique, en homme d'affaire chevronné, il a bâti un empire médiatique, le groupe Futur Media, avec des filiales dans la presse audiovisuelle et écrite. Ces différentes casquettes ont fait de lui, l'un des hommes les plus riches du Sénégal.

L'enfant prodige de la chanson sénégalaise vient de créer YOUTEL, sa filiale télécom et veut obtenir la 4e licence de téléphonie de son pays. Trois entreprises de téléphonie mobile exercent au Sénégal. Il s'agit de Sonatel, « filiale du français Orange », Tigo et Sudan Telecom.

LE PRÉSIDENT CAMÉROUNAIS PAUL BIYA HUMILIÉ À L'HÔTEL MEURICE À PARIS



De retour d'une réunion en marge du sommet Françafricain de l'Élysée sur la sécurité et la paix en Afrique, le Président camerounais Paul Biya s'est fait conspuer le 7 décembre 2013 dans le hall de l'Hôtel Meurice par des opposants camerounais appartenant aux organisations de la Coordination des Camerounais de la Diaspora (CCD) et du CODE.

Les manifestants brandissaient des portraits du prisonnier camerounais Enoh Meyomessse.

M. Paul Biya au pouvoir depuis 31 ans, a été copieusement hué et conspué aux cris de "Mr Biya libérez Enoh Meyomessse, libérez le Cameroun, non à la dictature, libérez le peuple camerounais, vous avez pris le Cameroun en otage, 31 ans de dictature ça suffit".

D'abord surpris, le service de sécurité de l'autocrate camerounais, ainsi que ses courtisans ont rapidement maîtrisé ces manifestants dans leur assaut. Il s'en est suivi une bagarre générale à l'intérieur du palace, deux des trois membres du CCD – CODE Robert Wanto et Christophe Junior Zogo seront récupérés par la police française et placés en garde à vue pendant 4 heures. Ils ont annoncé leur intention de porter plainte pour coups et blessures contre l'État du Cameroun.

le Président malien IBK squatte l'avion du Roi marocain Mohammed VI



Pour assister au sommet France-Afrique sur la paix et la sécurité qui s'est tenu du 6 au 7 décembre 2013 à l'Élysée (Paris), et pour la suite de son périple européen qui l'a conduit en Belgique et en Allemagne, le président malien Ibrahim Boubakar Keita (IBK) s'est vu prêter un avion par le Roi marocain Mohammed VI.

Le souverain chérifien a mis à la disposition d'IBK un dispositif navigant complet, pilotes, hôtesses, stewards... Les finances du trésor public malien n'en demandaient pas tant ! Les relations bilatérales et la coopération entre le Maroc et le Mali ont toujours été bonnes, mais celles-ci ont pris un nouvel élan avec l'élection de IBK.

L'ancien président malien Amadou Toumani Touré étant proche du guide libyen Mouammar Khadafi

assassiné le 20 octobre 2010, et de certains milieux algériens.

Le partenariat économique entre les deux pays est déjà très dynamique. En effet, la banque marocaine AttijariWafa contrôle la Banque Internationale du Mali, et Maroc Telecom est le principal actionnaire Sotelma-Malitel.

Lors de sa visite le 18 octobre 2013 pour l'investiture du nouveau président malien IBK, le Roi du Maroc avait invité 500 imams maliens pour une formation religieuse dans le Royaume Chérifien. L'enjeu de cette formation ne manque pas d'importance: il s'agit de donner aux imams une solide connaissance des textes islamiques qui rejette le fondamentalisme véhiculé par des organisations terroristes comme AQMI ou le MUJAO.

Le Journaliste ivoirien Désiré OUE assassiné à Abidjan.

Le mois de novembre 2013 restera une année noire pour les journalistes et la presse africaine.

En effet, après l'enlèvement et l'assassinat crapuleux de nos confrères Ghislaine Dupont et Claude Verlon, de Radio France Internationale (RFI) à Kidal au Mali, un autre journaliste a été assassiné au pays de l'Ivoirien Allasane Ouattara.

Désiré OUE, rédacteur en chef de la revue Tomorrow Magazine a été assassiné le 14 novembre 2013 à son domicile d'Abidjan par des hommes armés non-identifiés, dont tout laisse à croire qu'ils étaient en mission commandée. Ancien employé de Radio Côte d'Ivoire, la victime avait été remerciée du service public dès l'arrivée au pouvoir du président Allasane Ouattara, pour son activisme supposé en faveur de l'ancien Président Laurent Gbagbo actuellement en détention à la Cour Pénale Internationale de La Haye., et en attente de son procès pour crimes contre l'humanité suite au conflit armé "post-électoral" qui l'a opposé à

son adversaire Allasane Ouattara, et qui a fait des milliers de morts. Dès l'annonce de son assassinat, les autorités ivoiriennes se sont empressées d'affirmer, sans enquête aucune, que « c'est un braquage qui a mal tourné » alors que le responsable du syndicat de la presse privée de Côte d'Ivoire, Guillaume Gbato, affirme que Désiré Oue « était attendu chez lui par des hommes qui voulaient l'abattre et qui ont donc réussi à le tuer ». Dans d'autres pays africains, à défaut de massacrer des journalistes comme au Congo-Brazzaville, les tracasseries et intimidations contre les journalistes et organes de presse se multiplient. Trois journaux « Sel-Piment, le Glaive et la Voix du Peuple ont été suspendus pour une durée de neuf mois pour atteinte à la sûreté de l'Etat. En Tunisie, le caricaturiste Jabbeur Mejri croupit en prison depuis 2012. Selon Reporters Sans Frontières, (70) soixante dix journalistes ont été tués en exerçant leur métier à travers le monde en 2013, dont dix en Syrie.

Actualités

ALGÉRIE : BOUTEFLIKA EST-IL TOUJOURS AUX COMMANDES ?

Propulsé à la Présidence algérienne en 1999 et réélu pour un 2e mandat en 2004, c'est la révision constitutionnelle du 12 novembre 2004, abrogeant la limitation des mandats présidentielle à deux, qui permit à Abdelaziz Bouteflika de briguer un 3e mandat qui prendra fin en avril 2014.

Soigné à Paris suite à son accident vasculaire cérébral (AVC) du 27 avril 2013, de retour à Alger le 16 juillet 2013, les rares apparitions publiques de M.

Bouteflika sont télévisuelles et diaboliquement mis en scène. Ce qui ne laisse aucun doute sur sa convalescence et son état de santé du vieil homme de 77 ans, qui est devenu un secret défense, mais aussi un enjeu politique.

C'est dans ce contexte que le secrétaire

général du FLN, Amar Saadani a invité, «la famille révolutionnaire et les organisations d'enfants de chouchada et de moudjahidine à soutenir Abdelaziz Bouteflika pour un quatrième mandat présidentiel». On aurait pu croire à une blague ou une plaisanterie, si le Premier ministre, Abdelmalek Sellal n'avait pas déclaré à l'issue d'une visite officielle dans la localité d'Adrar (sud ouest du pays), «Bouteflika sera notre prochain Président».

Mais selon plusieurs observateurs, le sort d'Abdelziz Bouteflika est scellé, car sa rééducation fonctionnelle n'a pas donné les résultats escomptés, et la voix du Raïs serait devenue inaudible. Toutes ces déclarations des dirigeants du FLN qui ont écrasé depuis toute



alternative politique au profit de l'opposition, ne sont que leurre et gesticulations, et n'ont pour but que d'empêcher un débat sur la capacité du chef de l'État à diriger le pays, mais surtout à gagner du temps pour permettre à l'ancien parti unique et dégager un consensus autour du futur successeur du Président.

Les négociations entre le FLN et le vrai dépositaire du pouvoir l'armée serait en cours, et le Premier ministre actuel Abdelmalek Sellal et l'ancien Premier ministre Ali Benflis tiendraient la corde. Très affaibli durant son troisième mandat considéré comme le mandat de trop et celui de la corruption

généralisée de toutes les hautes sphères de la société algérienne.

Malgré ses potentialités humaines, son gaz et ses richesses pétrolières, l'élite civile et militaire, égocentrique et vénale, n'a pu hisser le pays au rang d'émergent économique, mais surtout de puissance continentale.

Aujourd'hui qu'il n'y a plus de pilote dans l'avion, le président vraisemblablement n'ayant plus l'aptitude à diriger l'État, si comme dans un mauvais thriller le FLN venait à imposer la candidature de Bouteflika pour un quatrième mandat, alors le parti de l'indépendance aura fait le choix du déni de la modernité et du développement au pays de Ben Bella et de Boumédiène.

Aya FILALI

DIFFUSER VOTRE PUBLICITÉ À 50.000 EXEMPLAIRES DANS LA PALABRE

PUBLICITÉ COMMERCIALE: 0665787544 ou publicite@lespalabres.com

RD CONGO / CPI : arrestation illégale des avocats de Jean-Pierre MBEMBA

Arrestation et mise en détention des deux avocats défendant les intérêts de Jean-Pierre Bemba Gombo à la Cour Pénale Internationale pour atteintes présumées à l'administration de la justice : le réseau ASF demande leur mise en liberté immédiate.

Le 20 novembre 2013, le juge unique de la Chambre préliminaire II de la Cour Pénale Internationale a délivré un mandat d'arrêt à l'encontre de Jean-Pierre Bemba Gombo, mais également de son Conseil principal Maître Aimé Kilolo Musamba et Maître Jean-Jacques Mangenda Kabongo (membre de l'équipe de la Défense de M. Bemba).

Un parlementaire congolais et un témoin cité à comparaître par la défense ont également été arrêtés. Les cinq personnes mentionnées ci-dessus sont suspectées de subornation de témoins et de production délibérée d'éléments de preuve faux ou falsifiés dans le contexte de l'affaire principale Le Procureur contre Jean-Pierre Bemba Gombo. Nos deux Confrères ont été arrêtés les 23 et 24 novembre 2013 à Bruxelles et la Haye. Leurs bureaux respectifs ont été

perquisitionnés et des documents ont été saisis.

Ils ont été transférés au quartier pénitentiaire de la Cour Pénale Internationale et placés en détention provisoire.

Le Réseau Avocats Sans Frontières est vivement préoccupé par une telle contrainte exercée contre deux avocats dans l'exercice de leurs fonctions par décision de la Cour Pénale Internationale.

Le Réseau Avocats Sans Frontières souligne que ces deux arrestations ont été effectuées en présence des enquêteurs et des membres du bureau du Procureur, sans la présence d'un Bâtonnier à La Haye.

Le Réseau Avocats Sans Frontières constate que l'arrestation des avocats, la saisie de documents professionnels et la mise sur écoute téléphonique de conversations privilégiées avocat-client depuis le 29 juillet 2013 est à même de porter préjudice irréversiblement à la défense de leur client Jean-Pierre Bemba Gombo.

**Norbert Tricaud
" Avocat au barreau de Paris"**

RD Congo : l'ONU pilote des Drones pour surveiller les rebelles au Kivu



Les Nations unies ont déployé pour la première fois des drones de surveillance dans les provinces du Kivu pour surveiller plus efficacement les groupes armés qui sévissent dans les régions de l'est de la République démocratique du Congo.

Le vol inaugural du 1er drone a eu lieu mardi 3 décembre 2013 : "C'est une compagnie italienne qui a été choisie pour déployer les deux premiers drones de l'ONU. Un engin de sept mètres de diamètre, équipé de caméras de surveillance. Le centre de pilotage de ces drones est basé à Goma".

Ce système ingénieux permettra aux forces de la Monusco (Mission de l'ONU pour la stabilisation en République démocratique du Congo)

de pister les mouvements de troupes ainsi que les déplacements de civils dans cette région frontalière au Rwanda.

Le Mouvement du 23 Mars (M23), rébellion de Tutsi congolais, a été défait au début du mois de novembre par l'armée congolaise, après avoir mis à feu et à sang pendant 18 mois la riche province minière du Nord-Kivu. Mais plusieurs autres groupes armés continuent de terroriser les populations locales dans les montagnes de l'est de la RDC.

Depuis la débâcle du M23, onze mille rebelles auraient quitté les rangs du M23, selon Martin Kobler le Représentant Spécial de l'ONU pour la RDC.

SATANISME ET POUVOIR POLITIQUE EN AFRIQUE

SASSOU NGUESSO: ange ou démon ?

Suite de la Page 1

la garantie du pouvoir, face au danger du coup d'état qui pourrait provenir de partout, accompagné à l'époque d'une mort certaine. Ils décidèrent donc d'aller chercher un appui supplémentaire, spirituel celui-là, afin de parer à toute éventualité. C'est ainsi que la sphère du pouvoir fut envahie par le fétichisme, le maraboutage, la sorcellerie, les pratiques magiques importées des grands maîtres de l'Inde, à partir des palais présidentiels, suivis plus tard par la franc-maçonnerie nègre.

L'un des précurseurs en la matière fut le maréchal-président Joseph-Désiré Mobutu du Zaïre, actuelle République démocratique du Congo. Des multiples pratiques magiques de ce dernier, qui n'ont jamais permis à son pays d'aller de l'avant, l'enfonçant au contraire dans les ténèbres. D'ailleurs, lors de sa repentance publique, son ministre de la communication, feu Sakombi Inongo, dira : « Le maréchal-président prenait un verre de sang humain le matin ».

Prélèvements d'organes sur les personnes assassinées

Au Gabon, débutés sous l'ère de l'ancien président Omar Bongo, les crimes rituels initiés par la classe politique sont toujours d'actualité dans une véritable impunité avec leurs lots de victimes démembrées. A savoir qu'à partir des années 1990, la déferlante des loges de la franc-maçonnerie nègre en Afrique francophone vint également accentuer la douleur de la population gabonaise. Une franc-maçonnerie nègre qui s'est au fil du temps avérée être en terre africaine une pure fabrique du crime et de la misère, tenue par ceux qui prêtent serment la nuit. En effet, toute période pré-électorale plonge le peuple dans la psychose. Dans ces conditions, pas étonnant que des hommes de bon sens et l'association de lutte contre les crimes rituels (ALCR) que préside Jean Elvis Ebang Ondo, soient montés au créneau à la veille des scrutins départementaux et communaux du 14 décembre 2013.

Sang humain retiré frais et bu dans les temples maçonniques

Ce dernier parle des hommes politiques comme de « véritables prédateurs » en cette période pré-électorale. Une période

de « douleurs et de pleurs » pour les gabonais. Malgré les appels à la responsabilité du chef de l'état et des pouvoirs publics, les organisations des droits de l'homme demeurent ulcérées par la persistance des crimes rituels politiques. Au point, d'appeler la communauté internationale à s'intéresser à la barbarie de ceux qui sont censés diriger et protéger les populations. Le corps affreusement mutilé de la jeune Yollye Babaghéla était découvert le 20 janvier 2013 à Libreville. Sept adolescentes ont par la suite connues un sort identique dont Astride Atsame, 7 ans, retrouvée horriblement mutilée sur une plage de Libreville. Parmi les récentes victimes, le jeune Achile Obiang Ndong, froidement assassiné avec prélèvement d'organes à Oyem. S'adressant à ses concitoyens, Jean Elvis Ebang Ondo, les a mis en garde : « Surveillez vos enfants, vos proches, vos tombes, soyez vigilants. On égorge des enfants comme des moutons et le sang est retiré frais pour être consommé dans les temples. » Un cadre gabonais affirme : « Lorsqu'en 2009 la vidéo de l'intronisation du chef de l'état comme grand maître de la loge maçonnique du Gabon fut diffusée, j'ai eu beaucoup de mal à expliquer à mes enfants que nous n'y buvons pas de sang humain ».

Les criminels qui agissent en principe pour les hommes politiques ne sont jamais retrouvés. Leur mode opératoire est toujours le même.

Ils arrachent sur la victime encore vivante la langue, les organes génitaux, les yeux...pour en faire des amulettes et espérer accéder ou se maintenir à des postes de responsabilité dont l'enrichissement personnel demeure le leitmotiv.

Au Congo Brazzaville, ces crimes furent déjà condamnés par la Conférence nationale de 1991. Cette institution avait comptabilisé 290 cas de disparitions d'enfants entre 1979 et 1990 aux fins de sacrifices humains occasionnés par le pouvoir en place, en particulier dans le quartier de Moukondo. A l'heure actuelle, les inquiétudes des populations congolaises demeurent entières. Et l'arrestation le 22 mai 2013 du maire de la commune de Ouéssou, Siméon Mombonde, suite à une série

d'assassinats, appelés Kata-kata, avec prélèvements d'organes en dit long. Cette arrestation, la première du genre, atteste que le personnel politique congolais, généralement maçonnique, persiste bel et bien dans ces pratiques macabres.

En janvier 2013 au Cameroun, une série d'assassinats eurent lieu dans le quartier Mimboman à Yaoundé. Une dizaine de victimes toutes de sexe féminin et âgées de 15 à 25 ans étaient dénombrées. Un témoin qui n'est plus dans la haute fonction publique affirme avoir vu un jour des scènes sordides dans la cour du palais présidentiel. J'ai également vu des autorités enterrer des êtres vivants ou les assassiner pour des sacrifices politiques en les étouffant dans des fleuves ». Et, Didier Ovono, ancien responsable de la morgue de l'hôpital régional de Bertoua, met en lumière le criminel de la classe dirigeante camerounaise. *" Je recevais les visites des ministres, le comble du satanisme et de l'aliénation des hommes de pouvoir en Afrique, des directeurs généraux des sociétés d'état et privées, qui venaient de Yaoundé vers minuit et voulaient rester discrets. Nombreux d'entre-eux se procuraient les organes humains."*

Au Burundi, ce sont les albinos qui sont pris pour cible comme en Tanzanie ou « les meurtres rituels sont en recrudescence », selon Navi Pillay, Haut-commissaire des Nations-Unies aux Droits de l'homme.

Au regard de ce décorum, il est évident que le satanisme a atteint son paroxysme et est bel et bien enraciné aujourd'hui dans les cercles de pouvoir africains par le biais, principalement, des pratiques funestes des frères de la sombre franc-maçonnerie satanique nègre.

De fait, l'un des drames des populations africaines est de recevoir le mal de la part de ceux qui sont censés leur faire du bien. Pas étonnant puisque la parole de Dieu nous a prévenu : « Satan lui-même se déguise en ange de lumière. Il n'est donc pas étrange que ses ministres aussi se déguisent en ministres de justice. »

Franck Cana
fcana@lespalabres.com

Grand-Maitre de la loge maçonnique du Congo-Brazzaville (GLC) affiliée à la GLNE, l'autocrate congolais Denis Sassou Nguesso règne depuis 28 ans par la terreur sur un pays très riche en pétrole, où plus de 70% de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'aval pétrolier géré par son fils Christel génère environ 1 milliard de dollars mensuellement, a permis à M. Denis Sassou Nguesso avec son cash de s'inviter dans tous les conflits du continent, en proposant ses services de médiateur. Mais ses médiations ont toujours été un échec. Désavoué par le leader de l'opposition Etienne Tshisekedi dans la crise politique en RD Congo, pourparlers chaotiques sur la Libye avec l'assassinat de Kadhafi, et plus récemment ses bons auspices en Centrafrique, avec une aide financière de plusieurs millions d'euros à son ami Michel Djotodia le patron de la Seleka, n'ont pas empêché la guerre civile. Dès son retour du sommet de l'Elysée du 6 au 7 décembre 2013 sur la Paix et la Sécurité, reçu ensuite le 9 décembre au Saint-Siège par le Pape François où il était aussi question de la Paix, dès son retour dans son pays à Brazzaville.

En effet, en bisbille avec l'ancien vice-patron de sa police politique le colonel Marcel Tsourou, qu'il accuse d'avoir fait exploser ses dépôts d'armes le 4 mars 2012 à Brazzaville, l'autocrate congolais a ordonné son arrestation le 16 décembre 2013, avec des moyens militaires disproportionnés, blindés légers et Hélicoptères de combat en plein centre-ville. Cette arrestation s'est soldée selon certaines sources hospitalières à une centaine de mort. Sassou Nguesso est-il un ange ou un démon ? À chacun de se faire son idée. Quant aux congolais qui appellent au secours, le choix est fait car pensent-ils, un jour, les puissants qui gouvernent la planète finiront bien par prendre conscience, et toute la mesure, de ce dictateur qu'ils ont trop longtemps nourri en leur sein.

SIDA AU MAGHREB : LE TABOU DU SEXE N'EMPÊCHE PAS LA PROGRESSION DE LA MALADIE

Suite de la Page 1

Pour certains observateurs les campagnes de préventions et de sensibilisation sur le sida sont trop nombreuses, mais surtout occasionnelles, avec un pic quelques semaines avant la journée mondiale du Sida établie depuis 1988 par l'Organisation Mondiale de la Santé, le 1er décembre de chaque année.

" La prévention en insistant sur le sexe dans un pays musulman est très difficile "

Mais pour d'autres spécialistes de la question dans la région, le virus sévit dans la société, sclérosé par le tabou du sexe, faisant de nouvelles victimes et autres drames. Le sida trouve ainsi son lit au sein d'une population ignorante et/ou mal informée. Le sida



est encore un tabou résistant dans les pays musulmans, tant sa transmission est quelque part liée au sexe, sous-entendu relation sexuelle « hors mariage », donc assimilée par les traditions locales et l'islam comme de la prostitution.

Faire de la prévention en insistant sur la vie sexuelle et la protection contre ce virus (utilisation notamment de préservatif) est très difficile dans le Maghreb, foncièrement religieux et surtout conservateur.

" la police utilisait les préservatifs trouvés dans les sacs des filles pour les accuser de prostitution illégale "

Selon le Dr Cheniti du Croissant rouge tunisien, il y a encore quelques années, la police, mal informée, utilisait les préservatifs

trouvés dans les sacs des filles pour les accuser de prostitution illégale. Pourtant, fermer les yeux et prétendre ne rien savoir est un mauvais pari au vu de la situation. Aujourd'hui les choses ont changé. Les autorités et les associations travaillent ensemble.

Mais les chiffres officiels sur la progression du Sida dans le Maghreb sont à relativiser car probablement minorés par les différents ministères de la santé. Des responsables d'ONG affirment qu'il faut multiplier par 4 ou 5 ces statistiques. Reconnaître les vrais chiffres sous-entendrait pour ces gouvernements leur responsabilité dans la déchéance morale et la dépravation des mœurs de leur société. Ce qui donnerait du grain à moudre aux mouvements islamistes revigorés et très actifs en ce printemps arabe !

Pour lutter vigoureusement contre le Sida dans leur pays, les gouvernements de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie, avec

les différentes ONG devront trouver une politique dynamique et adéquate pour répondre à ce fléau qui risque de devenir une catastrophe sanitaire, comme dans les pays d'Afrique noire, où les chiffres sur la prévalence du sida sont plus que catastrophiques.

En 2011, la ministre ivoirienne de la Santé et de la lutte contre le Sida, Raymonde Goudou Coffie affirmait que son pays avait enregistré 23000 décès liés au sida. La situation est équivalente sinon pire à Kinshasa (RDC), ainsi qu'à Brazzaville sur l'autre rive du fleuve Congo.

Malheureusement dans tous ces pays d'Afrique noire, la lutte contre le Sida se résume à des slogans creux, « zéro décès lié au VIH, zéro nouvelle infection d'ici à 2015 ».

AYA FILALI

Le Maroc sera t-il le premier pays arabe à abolir la peine de mort ?

Fondé le 26 février 2013, le Réseau des Parlementaires Marocains contre la peine de mort, qui comprend 210 députés, a organisé avec des associations abolitionnistes de la société civile marocaine, du 10 au 11 décembre 2013 à Rabat (Maroc), un colloque sous le thème : « Parlement, réforme pénale et abolition de la peine de mort. » Procéder à l'abolition de la peine de mort, en refusant de la substituer à la réclusion criminelle à perpétuité, et instaurer en lieu et place une détention maximale de 15 ans, telles sont les recommandations de ce séminaire.

Le débat sur la peine de mort s'est ensuite invité à la Chambre des Représentants avec le dépôt de 3 propositions de loi abolitionnistes, et une quatrième issue du Parti de la Justice et du Développement, " les Frères musulmans marocains, " du 1er ministre Abdel Ilah Benkiran. Pour sa part, le parti du chef du gouvernement propose un moratoire de dix ans pour les 107 détenus en attente du peloton d'exécution, et non la suppression de la peine capitale.

Après que son parti Istiqlal ait claqué la

porte du gouvernement, l'opposant et homme fort de Fez, Abdelhamid Chabat, serait favorable à l'abolition de la peine de mort. Mais, il y a fort à parier que sa base ne le suive pas.

Interpellé par les parlementaires sur la question, le ministre de la Justice, Mustapha Ramid, sans détour a estimé que la société marocaine n'est pas prête à l'abolition de la peine capitale et demeure principalement conservatrice sur ce sujet.

Il s'est donc prononcé sur le maintien du statut quo, et a affirmé que cette question capitale et sociétale ne pourrait être tranchée sans que le peuple ne soit consulté par référendum. Ce qui ne laisse aucun doute sur le résultat de la consultation lorsqu'on sait que les us et coutumes s'inspirent du « Kassass », la loi du talion, consacrée dans le Coran. Les islamistes marocains du Parti de la Lampe, à différencier du PJD, ont déjà annoncé la couleur, avertissant que cette question relève du religieux.

De 1982 à 1993, seules deux exécutions eurent lieu. Depuis, même si des condamnations à la peine de mort sont encore prononcées, elles n'ont plus été exécutées.

TUNISIE: Mehdi Jomâa un 1er ministre pas si consensuel !



L'épilogue de l'interminable dialogue national entre les différentes forces vives, censé sortir le pays de la profonde crise politique déclenchée par les assassinats des opposants, Chokri Belaïd et Mohammed Brahimi, a abouti le 14 décembre 2013, au vote du ministre de l'industrie Mehdi Jomâa comme futur Premier ministre.

Sa désignation intervient à l'issue de deux mois de négociations chaotiques. Faute de compromis, la question a été soumise au vote des 21 partis représentés aux pourparlers. Une partie de l'opposition, en particulier le principal parti Nidaa Tounès, avait rejeté ce choix et boycotté le vote.

"On ne peut pas choisir comme chef de gouvernement un membre du gouvernement sortant (...) Le Premier ministre choisi ne sera pas un Premier ministre de consensus", a dénoncé Issam Chebbi, un des dirigeants d'Al Jomhourî.

M. Rachid Ghannouchi le leader du Parti Ennahda, dont la formation est majoritaire à l'Assemblée constituante, a rétorqué "Mehdi Jomâa est un ministre indépendant et a l'expérience du pouvoir. Rien dans la feuille de route n'indiquait qu'il ne devait pas être membre de l'actuel gouvernement".

La tâche du futur Premier ministre s'annonce titanesque. En effet, il doit mener à bien les prochaines étapes de la transition, dans un pays où les acteurs de la vie sociopolitique se regardent en chiens de faïence, à un moment où le pays connaît une situation sécuritaire chaotique et une crise économique sans précédent.

Les anti-Mandela : Denis Sassou NGuesso, Blaise Compaoré et Idriss Deby

Suite de la Page 1

L'intégrité, il ne la souffre pas. Quant au juste, il est par nature son ennemi et le courageux est un adversaire dont il finira, très perfidement, par avoir raison. Il en est souvent de même avec les deux autres dictateurs.

Si Nelson Mandela avait vécu au Congo, Sassou NGuesso l'aurait laissé sans travail, au moins, toute sa vie durant ! Pour s'en convaincre, il suffit de regarder autour de lui. A part les membres de sa famille qui, tous réunis, ne valent pas grand-chose ; les fourbes, les traîtres, les incompetents notoires et les voleurs sont pléthores.

Les moins que rien peuvent exulter, ils ne risquent pas de lui faire de l'ombre ; alors ils prospèrent, tout au contraire du pays qui s'enfoncé inexorablement dans les profondeurs de tous les classements. Le Congo a porté des hommes exceptionnels. Durant ces 30 dernières années, bon nombre d'entre eux ont été éliminés, assassinés ou ont disparu sur ordre du dictateur. Certains pouvaient être de la veine du regretté Madiba.



Emile Biayenda avait été le premier Cardinal africain. Peut-être aurait-il été le 1er Pape Noir s'il n'avait pas été assassiné le 23 mars 1997 à Brazzaville?

Les Sud-Africains blancs et noirs avaient sauvé la paix civile et s'étaient moulés dans leur citoyenneté arc-en-ciel, malgré tous leurs contentieux et leurs rancunes. Ce Peuple sud-africain multicolore était-il plus grand, plus évolué, plus humain que le Peuple congolais ?

Ou bien les criminels, qui nous gouvernent, sont-ils plus haineux et néfastes que les pires afrikaners ou extrémistes de l'ANC ?

Si Nelson Mandela avait fait de la prison au Tchad, Idriss Déby l'y aurait maintenu jusqu'à sa mort ! L'Empire du Mal au Tchad depuis des décennies a eu raison de toutes les graines de Mandela qui, semées

à Ndjamena, devaient s'épanouir et prospérer.

Quant au Dark Vador congolais, entièrement versé dans le satanisme et la sorcellerie, est à l'opposé totale de celui qu'il dit vénérer et dont il ne craint pas de s'afficher comme un prétendant naturel à sa succession. Mais cela ne relève que du délire de ses mercenaires propagandistes. Comme Staline qui se proclamait « Homme de la paix » et qui assassinait ses compatriotes par millions, Sassou NGuesso, en bon prestidigitateur n'avait pas hésité en mai 1999, à exterminer 353 jeunes congolais réfugiés à Kinshasa à l'embarcadère fluvial de Brazzaville « beach », en dépit des accords avec le gouvernement de la RDC et du Haut-Commissariat des Réfugiés des Nations Unies, et malgré un cordon humanitaire.

Mandela avait pardonné à ses bourreaux et à ceux de son Peuple, mais il ne pouvait qu'afficher du mépris pour Sassou NGuesso assassin de Marien NGouabi, du dédain pour Blaise comparé assassin de Thomas sankara et Norbert Zongo, de même pour Idriss Deby responsable de la disparition de

l'opposant Ibni Oumar Mahamet Saleh en janvier 2008, et bien d'autres.

Madiba a toujours été distant envers ces dictateurs sauvages auxquels il n'accordait pas son légendaire sourire ni même une petite préface... ! Pas une rue, pas une impasse, en Afrique du Sud, porte le nom du boucher de Brazzaville ni au Caïn de Ouagadougou, et encore moins du Jack l'éventreur tchadien.

Le monde entier chante les vertus de Nelson Mandela, son intégrité, son intelligence, sa bonté, son pacifisme. Il avait ordonné à son Peuple de prendre « les armes, les couteaux et les épées et de les jeter à la mer ! » Sassou NGuesso va acheter ses armes jusqu'en Corée du Nord, il les stocke en plein milieu de quartiers habités et peu lui importe si elles explosent.

Nelson Rolihlahla Mandela nous a quittés pour prendre la place qu'il mérite aux côtés des Saints. Au côté de Gandhi. Au côté de Dieu. Satan, lui, attend nos dictateurs sanguinaires patiemment !

Rigobert OSSEBI

CHRISTIANE TAUBIRA : UNE MINISTRE COMBATTUE PAR L'IGNORANCE.

Après avoir franchi les marches intellectuelles et spirituelles qui s'imposent à ceux qui veulent parvenir au cercle du pouvoir de la République française, Christiane Taubira est devenue Garde des Sceaux. Pour autant, cette afro-française de 61 ans, née en Guyane, rompue à l'adversité, n'aurait jamais imaginé devoir livrer un combat d'une autre nature une fois parvenue au firmament de sa carrière politique. Celui contre l'ignorance de certains de ses compatriotes.

Derrière la ministre, noirs et arabes sont visés

A n'en point douter, la ministre de la justice qui est à l'origine de la loi de 2001 faisant de l'esclavage un crime contre l'humanité était avertie. L'évangéliste Matthieu dira : « L'homme aura pour ennemis les gens de sa maison. » C'est donc sans surprise qu'un an après son entrée au gouvernement en



2012, qu'elle devient la cible d'un discours haineux et raciste dopé surtout par un personnel politique assoiffé de pouvoir et prêt à tout pour y accéder ou le conserver.

Bien sur, personne n'est dupe et qu'en réalité, derrière Christiane Taubira, ce sont tous les afro-français originaires d'outre mer et d'Afrique qui sont visés. Mais à la vérité, ces snipers que l'on retrouve aussi bien dans la France d'en-bas que dans celle d'en haut, excipent une haine souvent étouffée et lâchée par à-coups, dans une ignorance sans égal pour le bas peuple.

Ils estiment que ces français qu'ils considèrent comme étant de « seconde zone » et tous ceux qui leur ressemblent profitent de la France.

Une ignorance du fonctionnement des institutions de la république

Disons-le également, l'hallali dont est victime Madame la ministre n'est pas dissociable de l'adoption de la loi relative au mariage homosexuel en France. Mais là encore, ceux qui maugréent et tiennent des propos oiseux contre la garde des Sceaux font montre d'une méconnaissance du fonctionnement des institutions de la république. En effet, le rôle dévolu à un ministre en France est celui de mettre en application les orientations du président de la république sous la responsabilité du premier ministre. Madame Taubira n'est donc pas

l'idéologue de cette loi qui est tirée de « l'engagement 31 » de la campagne électorale de François Hollande de 2012. Une frange de la population considère à tort, qu'elle a contourné la volonté populaire en faisant adopter ce texte par le parlement au lieu de soumettre le texte à référendum.

Manger un kebab ou manger son pain noir

En attendant, la ministre Christiane Taubira n'a pas daigné donner suite à cette vaine tentative répulsive du rejet de l'autre, à travers sa personne, par des gens ignorants et instrumentalisés. Toujours est-il que les concernés feraient mieux de se ressaisir en partageant « un kebab » avec leurs compatriotes d'origine maghrébine par exemple, afin de mieux connaître la France. A défaut de cela, ils risqueraient d'avoir à manger pour longtemps leur « pain noir. »